



**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Quarante-sixième session de la Commission économique pour l'Afrique



COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

*Huitième session de la Conférence des ministres
africains de l'économie et des finances*

Sixième réunion conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine

Abidjan (Côte d'Ivoire)
25 et 26 mars 2013



Distr. générale

E/ECA/CM/46/2
AU/CAMEF/MIN/2(VIII)
7 mars 2013

Français
Original: anglais

L'industrialisation au service de l'émergence de l'Afrique

Document de synthèse

Table des matières

Sigles et abréviations	ii
Introduction.....	1
I. L'expérience de l'Afrique en matière d'industrialisation et de transformation structurelle.....	2
II. Le rôle de l'industrialisation dans l'émergence de l'Afrique.....	5
III. S'attaquer aux principaux obstacles au développement industriel	7
IV. L'industrialisation au service de l'émergence économique de l'Afrique : questions nouvelles de portée mondiale.....	9
V. Planifier et accélérer l'industrialisation de l'Afrique.....	12
VI. Financement de l'industrialisation de l'Afrique	17
Références.....	20

Sigles et abréviations

AIDA	Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CER	Communauté économique régionale
CUA	Commission de l'Union africaine
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
R-D	Recherche-développement

Introduction

1. À la cinquième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), un consensus s'est dégagé quant au potentiel qu'a l'Afrique de devenir le prochain pôle de croissance mondiale. En effet, durant les dix dernières années, en particulier avant la crise financière mondiale de 2008, l'Afrique a connu une croissance accélérée. Malgré les retombées de la crise mondiale, la performance économique du continent reste appréciable. En 2012, plus de 80 % des pays africains ont affiché une croissance supérieure à la moyenne mondiale de 2,7 %. En outre, parmi les trente premiers pays de la planète du point de vue du taux de croissance, seize étaient africains.

2. Toutefois, cette croissance demeure très vulnérable aux chocs externes et ne s'est pas traduite, pour la plupart des pays, par une création significative d'emplois. On le voit bien avec l'impact de la récente crise économique mondiale sur les taux de croissance du continent. L'Afrique dépendant de l'agriculture et des produits de base pour ses résultats économiques, d'autres facteurs incluent les aléas climatiques et les fluctuations des prix mondiaux des matières premières. En outre, alors que le taux de chômage total dans l'ensemble du continent n'a que peu diminué, passant de 9,7 % en 2000 à 8,3 % en 2011, la part de l'emploi vulnérable dans l'emploi total reste très élevée, soit environ 70 % en 2011. L'Afrique est aussi la région moins diversifiée dans le monde, tant sur le plan de la gamme de sa production que de ses produits d'exportation.

3. L'Afrique doit donc faire en sorte que la dynamique de croissance actuelle résiste mieux aux chocs externes, se traduise par les résultats économiques et sociaux voulus et conduise véritablement au développement. L'émergence économique de l'Afrique et sa transition, de continent à faible revenu qu'elle est, vers le statut d'économie à revenu intermédiaire, ne se réaliseront pas sans que change la structure économique – qui ne doit plus être principalement agraire mais industrielle – et sans que l'on ne tire le meilleur parti des réserves importantes du continent en ressources naturelles et agricoles. Cela va considérablement stimuler la performance économique des pays, et sortir beaucoup d'Africains de la pauvreté par le biais de la création d'emploi et de richesse.

4. Les dirigeants africains sont déterminés à saisir les occasions qui se présentent d'encourager le développement industriel en tant que moyen efficace, socialement responsable et durable d'œuvrer à la transformation économique. C'est ce qui ressort d'une série de proclamations, déclarations et décisions adoptées à de grands sommets et réunions, telle la dixième Conférence de l'Union africaine tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) en janvier 2008 et consacrée à l'industrialisation de l'Afrique. Les chefs d'État et de gouvernement africains y ont affirmé que « aucun pays ni aucune région du monde n'a atteint la prospérité et une vie socioéconomique décente pour ses citoyens sans le développement d'un secteur industriel robuste » et ont adopté le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA).

5. L'adoption du plan AIDA et de sa stratégie de mise en œuvre n'empêche pas que des mesures concrètes doivent être prises pour le traduire dans la réalité, étant donné principalement les problèmes associés à la planification et au financement de l'industrialisation de l'Afrique, qui doit devenir le premier centre d'intérêt des experts du continent en matière d'économie, de planification et de financement.

6. À cet égard, le présent document thématique répertorie les grandes questions que les ministres africains auront à examiner concernant les moyens de soutenir l'économie africaine par le développement industriel. À la suite de l'introduction, la section I porte sur l'expérience de l'Afrique en matière d'industrialisation. À la section II, il est question du rôle de l'industrialisation dans l'émergence de l'Afrique et, à la section III, des principales contraintes qui font obstacle à l'industrialisation du continent. La section IV traite des questions émergentes touchant à l'industrialisation dans le contexte de l'émergence économique de l'Afrique et la section V aborde la question de la planification et de l'accélération de l'industrialisation, et recense les principaux défis qui font obstacle à la quête par l'Afrique du développement industriel. Enfin, la section VI examine différents moyens de financer cette industrialisation.

I. L'expérience de l'Afrique en matière d'industrialisation et de transformation structurelle

7. Pratiquement tous les pays performants d'aujourd'hui ont activement soutenu et protégé leur industrie grâce à des politiques et des institutions spécifiques. Contrairement à certaines idées reçues qui attribuent souvent le succès des économies occidentales au laissez-faire et au libéralisme, l'histoire montre que les politiques industrielles, commerciales et technologiques ont été les principaux instruments ayant rendu possible leur transformation structurelle réussie (Lin et Monga, 2010). D'autres éléments de preuve empiriques fournis par des pays développés, nouvellement industrialisés ou émergents ont montré que le développement durable ne peut être atteint sur la base d'une industrie faible (Lall, 1999). En outre, il ressort de la littérature économique sur le sujet qu'il existe un lien étroit entre niveau d'industrialisation, croissance économique et développement (Alfaro, 2003; Barrios *et al.*, 2004).

8. Le secteur manufacturier est essentiel et sans doute le plus important moteur d'une croissance à long terme et du développement. À mesure que les pays se transforment et passent d'une économie agricole primaire à une économie fondée sur l'industrie et les services, ils dégagent des recettes plus durables, qu'ils peuvent affecter à la croissance. C'est une croissance soutenue par l'industrie de transformation qui a largement contribué à la rapide transformation économique de nombreux pays et régions, et les pays et régions les plus avancés du monde sont en train d'atteindre des niveaux élevés d'industrialisation (Athukorala, 1996 et Lall, 1999).

9. Depuis le milieu des années 70 et le début des années 80, certains pays, particulièrement en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est, ont connu une croissance rapide grâce à l'expansion des exportations de produits manufacturés, qui leur a permis de passer du statut de « pays économiquement moins développé » à celui de marché ou pays émergent. Dans ces pays nouvellement industrialisés, le secteur manufacturier est devenu un des plus importants secteurs de l'économie et représente une contribution importante au PIB, aux exportations et à l'emploi.

10. En bref, l'industrialisation aide les pays à atteindre un taux de croissance élevé, à diversifier leur économie et à réduire leur vulnérabilité face aux chocs mondiaux extérieurs.

11. Alors que l'industrialisation a contribué aux exportations et à l'emploi dans des pays comme la Malaisie et la Chine (Athukorala, 1996) et a fait de la Corée, un pays à l'économie relativement petite encore en 1999, un des plus gros producteurs de navires et de puces électroniques (CEA, 2011), le bilan

de l'Afrique en matière de politiques industrielles et les résultats obtenus depuis l'indépendance ont été largement décevants. Mais les causes de la mauvaise fortune du continent en matière d'industrialisation remontent à la période coloniale, par nature extractive, et qui a laissé en héritage des structures, des institutions et des conceptions allant dans le sens d'extraire toujours plus. Cela signifie que, à l'indépendance, la structure des économies africaines ne visait pas la transformation et la création de valeur ajoutée, mais plutôt l'extraction et l'exportation des matières premières (Nnadozie, 2013).

12. Se pose aussi la question de l'échec des politiques poursuivies après l'indépendance, à commencer par les politiques de substitution des importations par laquelle les pays africains ont véritablement décidé de s'industrialiser, puis les programmes d'ajustement structurel, en vertu desquels les pays africains ont été contraints de se désindustrialiser (ces politiques étant dans un cas comme dans l'autre imposées de l'extérieur).

13. Après les indépendances du début des années 60, l'industrialisation était considérée comme un élément central du programme de développement de l'Afrique; on attendait d'elle qu'elle facilite le passage à une économie industrielle moderne. Pour y parvenir, la plupart des pays ont adopté le modèle de substitution des importations dans les années 60 et 70, dont un élément central consistait à protéger les entreprises locales de la concurrence étrangère.

14. On peut tirer plusieurs leçons du peu de résultats obtenus sur le plan industriel à la suite des politiques de substitution des importations. Premièrement, les gouvernements n'avaient pas les capacités financières et de gestion nécessaires au bon fonctionnement des entreprises publiques créés pour appuyer l'industrialisation. Deuxièmement, du fait des distorsions dans les prix des facteurs et des taux de rendement qui en ont résulté, les politiques (telles les subventions aux biens d'équipement importés, ou les facilités de prêt bon marché) conçues pour diriger les investissements vers l'industrie ont eu une incidence négative sur les autres secteurs, dont l'agriculture, et ont dans certains cas conduit à l'expansion du secteur des biens de consommation plutôt que de la production de biens intermédiaires.

15. Troisièmement, les politiques visant à attirer l'investissement direct étranger (par exemple, octroi de monopoles sous la forme de droits d'exploration exclusifs, de contrats de fournisseur en exclusivité ou d'exclusivité sur le marché intérieur) ont eu pour effet indésirable de gêner l'établissement de liens entre l'industrie et l'économie nationale. Quatrièmement, beaucoup de pays n'ont pas saisi l'importance de l'avantage comparatif dans le choix des industries cibles. De fait, les pays africains restent dans une grande mesure caractérisés par une main-d'œuvre abondante; or, en ciblant des industries de pays qui était beaucoup plus riches, ils ont en général mis en œuvre une stratégie de développement tournée vers l'industrie à forte intensité capitaliste. Ils n'ont donc pas pu établir des entreprises capables de survivre sur des marchés ouverts compétitifs en raison de leurs besoins énormes en capitaux et de leurs coûts de production structurellement élevés (CEA et CUA, 2011). Enfin, les ingérences politiques dans la conception et la mise en œuvre de la politique industrielle – y compris pour ce qui est du choix des secteurs, des lieux d'implantation industriels et des principaux bénéficiaires du secteur privé – ont conduit à des projets et des produits industriels inefficaces.

16. Au début des années 80, la plupart des pays africains ont adopté des programmes d'ajustement structurel, qui reposaient sur des stratégies de croissance fondée sur l'exportation. Cette nouvelle

orientation politique était le résultat de plusieurs phénomènes économiques des années 70 (notamment l'effondrement du système de taux de change fixe de Bretton Woods en 1971 et les deux grands chocs pétroliers de 1973 et 1979) et la conséquence des facteurs internes peu brillants de l'Afrique, qui n'ont fait qu'aggraver les conséquences de la politique de substitution des importations. Ces programmes d'ajustement structurel reposaient sur le postulat que les marchés pouvaient réguler efficacement l'allocation des ressources, tandis que les interventions des pouvoirs publics étaient inefficaces parce qu'elles faussaient les signaux du marché. C'est ainsi qu'ont été éliminées toutes les stratégies de substitution des importations, y compris la protection des entreprises locales, les mesures tarifaires et autres restrictions à l'importation, les contrôles de prix et le plafonnement du crédit. Ces programmes d'ajustement structurel ont permis de libéraliser les échanges et le secteur financier et de privatiser les entreprises publiques.

17. En matière d'industrialisation, il convient de tirer deux grands enseignements de la période des programmes d'ajustement structurel. Tout d'abord, alors que ces programmes visaient la stabilité macroéconomique et des réformes structurelles susceptibles de créer des conditions favorables pour les entreprises étrangères en particulier (par exemple en protégeant les droits de propriété et en garantissant le respect des contrats), aucune stratégie cohérente n'était définie face aux défaillances du marché et aux externalités qui restreignaient l'activité économique en Afrique. Ensuite, le retrait de l'appui des pouvoirs publics, même en présence de défaillances systématiques du marché, et la libéralisation des échanges, qui s'est faite sans tenir compte des capacités des entreprises locales, ont exposé les entreprises africaines à la concurrence étrangère à un moment où elles n'étaient pas prêtes.

18. Malgré leurs efforts, la plupart des pays africains se sont heurtés à des écueils dans leur développement industriel. Le plus souvent, leur économie est toujours conduite par la production de matières premières et l'exportation de produits agricoles et miniers. L'Afrique reste le continent le moins industrialisé du monde. En effet, la croissance de la valeur ajoutée manufacturière a été décevante pendant la période des programmes d'ajustement structurel et plusieurs pays ont même connu une désindustrialisation. De 1980 à 2009, la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB a légèrement augmenté en Afrique du Nord, passant de 12,6 à 13,6 %, mais elle a reculé dans le reste de l'Afrique, où elle est passée de 16,6 à 12,7 %. Plus d'un demi-siècle après les indépendances, et alors que les autres régions ont accru leur part des exportations de produits manufacturés, le continent dépend encore de ses exportations de matières premières vers les pays industrialisés. Ces matières premières sont ensuite transformées et revendues beaucoup plus cher à l'Afrique.

19. Par ailleurs, l'Afrique n'a pas beaucoup évolué, dans sa façon d'exporter, par rapport à la dépendance vis-à-vis des produits de base qui était la sienne à l'époque coloniale. Ainsi, l'indice de concentration des exportations¹ de l'Afrique a même augmenté, passant de 0,24 en 1995 à 0,43 en 2011, ce qui est nettement plus élevé que dans la plupart des régions en développement (voir tableau 1). En outre, plus de la moitié des pays africains se caractérisent par un indice de concentration des exportations de 0,4 ou supérieur. De même, l'indice de diversification des exportations² de l'Afrique est resté au dessus de 0,5 de 1995 à 2011, tous les pays du continent ayant un indice égal ou supérieur à 0,5.

¹ L'indice de concentration des exportations mesure la dépendance d'une économie vis-à-vis d'un produit pour ce qui est de ses exportations.

² L'indice de diversification mesure à quel point la structure des échanges d'un pays donné diffère de la moyenne mondiale.

20. La dépendance vis-à-vis de la production et de l'exportation de produits primaires expose le continent aux chocs de la demande extérieure et conduit à des dépenses budgétaires procycliques dans de nombreux pays qui dépendent des recettes tirées de leurs ressources. Plus grave encore, le fait que l'économie africaine repose autant sur les produits de base hypothèque grandement sa viabilité à long terme, puisque son agriculture voit ses rendements d'échelle diminuer en raison de problèmes fonciers et que l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables est limitée par les réserves disponibles.

Tableau 1: Indices comparatifs des échanges, par région (1995, 2011)

	Indice de concentration des exportations		Indice de diversification des exportations	
	1995	2011	1995	2011
Pays en développement: Afrique	0,24	0,43	0,55	0,55
Afrique, sauf Afrique du Sud	0,34	0,51	0,67	0,62
Pays en développement: Amérique	0,09	0,13	0,36	0,34
Pays en développement: Asie	0,09	0,12	0,32	0,24
PMA: Asie	0,24	0,23	0,75	0,69
Pays en développement à faible revenu	0,14	0,25	0,57	0,47
Grands exportateurs de matières premières (sauf carburants): Amérique en développement	0,14	0,18	0,61	0,64

Source: Rapport économique sur l'Afrique (2013).

21. Cette stagnation industrielle contraste grandement avec le succès des pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'Est. Comme le tableau 1 le montre, l'indice de diversification des exportations de l'Afrique est resté le même (plus de 0,5 de 1995 à 2011), tandis que celui de l'Asie en développement a fortement diminué, passant de 0,34 à 0,24. Le succès du modèle est-asiatique peut être attribué à trois facteurs, dont les pays africains pourraient s'inspirer. Tout d'abord, les gouvernements ont mis en place des cadres stables et prévisibles pour attirer les investissements. Deuxièmement, ils ont poursuivi un dialogue étroit, constant et fort avec le secteur privé. C'est ainsi que l'État a été en mesure de retirer son soutien chaque fois qu'une entreprise n'obtenait pas les résultats espérés et d'imposer des normes en matière de performance à l'exportation. Enfin, les gouvernements ont eu simultanément recours à des stratégies de substitution des importations et de promotion des exportations, d'une manière qui a servi au mieux l'objectif d'industrialisation (CEA, 2011).

II. Le rôle de l'industrialisation dans l'émergence de l'Afrique

22. Alors qu'une croissance soutenue a grandement contribué à la transformation économique rapide d'autres parties du monde, on a observé en Afrique que les chiffres relativement bons de croissance n'avaient pas été synonymes de croissance inclusive pour des millions d'Africains toujours pris au piège de la pauvreté, principalement parce que l'absence de diversification des sources de croissance entraînait la persistance de la surdépendance vis-à-vis des exportations de produits de base. Actuellement, la croissance économique de l'Afrique est en grande partie tirée par les exportations de

matières premières, en particulier le pétrole et les métaux. Cela contraste fortement avec le modèle de croissance des autres régions en développement, particulièrement l'Asie, où la croissance a été tirée par un programme d'industrialisation solide mettant davantage l'accent sur la transformation. Les inconvénients de la dépendance vis-à-vis d'une croissance fondée sur les produits de base comprennent les risques pour l'extraction des ressources, la vulnérabilité face à une possible détérioration des termes de l'échange, les risques d'une surévaluation de la monnaie résultant du syndrome hollandais, la faiblesse des liens en amont et en aval avec l'économie nationale, l'utilisation limitée des technologies de pointe et, surtout, le peu d'emplois créés. En outre, cette dépendance expose le continent aux fluctuations des cours mondiaux des matières premières et à l'instabilité économique.

Transformation structurelle et création de valeur ajoutée

23. L'industrialisation aide les pays à diversifier leur économie et réduit leur vulnérabilité face aux chocs mondiaux externes. Les importantes ressources naturelles de l'Afrique sont extraites et exportées sous leur forme brute et non comme des produits finis. Il s'ensuit qu'aucune valeur n'est ajoutée aux exportations de produits extractifs du continent, qui rate ainsi une occasion d'asseoir un développement économique plus solide, diversifié et durable. En outre, certaines de ces ressources constituent un avoir irremplaçable et non renouvelable, et leur exploitation n'est en général que peu liée au reste de l'économie, avec pour conséquence qu'elle contribue moins qu'elle ne le pourrait au PIB.

24. Dans le cas de l'Afrique, développement veut dire transformation économique et l'industrialisation, comme on l'a déjà indiqué; c'est là la clef d'une croissance soutenue. Le développement économique de l'Afrique doit donc s'accompagner d'une transformation structurelle, soit du passage de l'agraire à l'industriel. Cette transformation structurelle sera un processus continu, qui comportera une période de rattrapage, l'industrie étant inexistante ou embryonnaire dans beaucoup de pays. Il y a aussi, tout aussi importante, une période de mise à niveau. Toutefois, étant riche en ressources, l'Afrique peut espérer réaliser une mutation structurelle rapide en transformant ses vastes ressources naturelles et matières premières (produits primaires) en produits finis destinés à l'exportation, ainsi qu'en tirant parti du modèle pays chef de file/suiveur qu'on trouve en Europe ou en Asie et des liens en aval entre l'industrialisation et le reste de l'économie réelle.

Transformation structurelle durable

25. L'industrialisation et la transformation structurelle mènent à une utilisation intensive des ressources naturelles au détriment de l'environnement. Le défi pour l'Afrique consiste non seulement à réussir à transformer son économie, mais aussi à le faire de manière durable, en utilisant et en adaptant aux conditions locales des technologies écologiquement rationnelles existantes, et en appliquant des innovations technologiques autochtones.

26. La mise en œuvre de cette transformation structurelle durable en Afrique ne sera pas facile, et il n'existe pas, pour ce faire, de solution universelle. Chaque pays africain devra concevoir des stratégies et des politiques fondées sur ses priorités sectorielles et ressources propres, les problèmes environnementaux, les conditions initiales et les capacités locales. Entre autres choses, il faudra mettre un accent particulier sur une utilisation efficace et durable des ressources dans les secteurs énergétiques, industriels et agricoles. Les pays africains déjà bien engagés dans cette voie incluent l'Afrique du Sud, le Kenya et Maurice (CNUCED, 2012). Pour le reste de l'Afrique, les progrès

réalisés jusqu'à présent sont très lents; la coopération internationale et un appui significatif sont nécessaires, en particulier dans les secteurs productifs tels que l'énergie. Un transfert plus important de technologies vertes de la part des pays développés et émergents s'impose aussi.

Questions à examiner:

- a) Quels sont les critères définissant une économie émergente ou l'émergence?
- b) Quelle est la contribution de l'industrie à l'économie des pays africains: est-elle suffisante ou non? Quelle est la contribution de l'industrie à l'économie des pays actuellement reconnus comme émergents?
- c) Comment le continent africain peut-il devenir « émergent » sans une grande contribution de l'industrie? Quel niveau d'industrialisation l'Afrique doit-elle atteindre pour être considérée comme émergente?
- d) La voie vers l'émergence: approche nationale ou approche régionale?
- e) Le rôle du secteur privé africain dans une Afrique émergente.

III. S'attaquer aux principaux obstacles au développement industriel

27. Bon nombre de facteurs expliquent les faibles niveaux d'industrialisation dans le continent. Certains de ces facteurs sont spécifiques au type de politique industrielle adoptée (point examiné plus haut) alors que d'autres sont systémiques et doivent être résolus quelque soit le type de politique conçue ou mise en œuvre.

28. La création d'un secteur industriel compétitif a été entravée par la médiocrité de l'infrastructure (de l'énergie, des transports, des communications, etc.), ce qui a entraîné une hausse des coûts de transport et de transaction. Si l'on investit massivement dans l'infrastructure, notamment l'énergie, cela créera l'environnement propice à l'avènement de l'industrialisation dans le continent. Il faut pour ce faire des efforts tendant à répondre de façon dynamique aux besoins en infrastructure et en énergie de substitution et à garantir dans ce domaine une gestion et une maintenance efficaces. Le continent doit mettre à profit son avantage comparatif, en faisant de ses ressources naturelles la pierre angulaire du développement industriel. C'est pourquoi le développement de l'infrastructure doit être une priorité aux niveaux national, régional et continental.

29. Le renforcement des capacités humaines est nécessaire au développement industriel. Les grands écarts existant en matière de productivité de la main-d'œuvre déterminent dans une large mesure les écarts existant entre pays industrialisés et pays en développement. Compte tenu du niveau de compétence élevé nécessaire pour l'industrialisation, les pays africains doivent mettre en valeur leur capital humain, dont la négligence contribue considérablement au retard du développement industriel du continent. L'éducation, la santé et l'acquisition des compétences sont par conséquent indispensables à l'amélioration des capacités de production des pays. Cela ressort clairement du module 4 de la Stratégie de mise en œuvre de l'AIDA. La Stratégie souligne que pour réaliser une industrialisation

fondée sur les ressources naturelles, il faut remédier à la pénurie actuelle de compétences en Afrique par des actions essentielles qui débouchent sur des résultats concrets (Union africaine, 2008).

30. Une autre question est la nécessité de mettre au point des normes qui répondent aux exigences en vigueur au plan international. Le renforcement des capacités pour améliorer, certifier et assurer la qualité et les normes des produits industriels revêt de l'importance si l'on veut tirer parti de l'accès au marché mondial et soutenir le processus d'industrialisation. L'incapacité de certains pays africains de répondre aux normes techniques fixées par les pays développés empêche de tirer parti des avantages de l'accès des produits transformés et des produits manufacturés au marché.

31. L'accès au financement demeure l'un des principaux obstacles rencontrés par les pays africains dans la poursuite de l'industrialisation, tant au niveau du secteur public qu'à celui du secteur privé. Les pays africains doivent mobiliser des ressources suffisantes pour financer les investissements publics cruciaux pour le développement industriel, notamment les investissements dans l'infrastructure, l'éducation et la technologie. Au sein du secteur privé, les entreprises africaines, dont bon nombre sont de petites et moyennes entreprises (PME), se heurtent à des difficultés d'accès au financement du côté de la demande aussi bien que de l'offre. En ce qui concerne l'offre, le principal problème est le manque de solidité des systèmes financiers. En effet, les systèmes financiers officiels, avec un nombre très limité d'opérateurs, tendent à centrer leurs services sur les grandes entreprises et les pouvoirs publics. Les systèmes bancaires officiels sont réticents à prêter aux PME puisqu'ils les jugent à haut risque et d'un coût administratif élevé. Cependant, que ce soit à des fins publiques ou privées, le financement du développement industriel par des sources intérieures conduit à l'appropriation locale des processus et des résultats et a donc de meilleures chances de faire aboutir les mesures prises.

32. Grande incertitude et risques élevés pour l'investissement. Le potentiel de croissance des industries manufacturières de l'Afrique est sérieusement hypothéqué par une grande incertitude et des risques élevés (perçus ou réels), qui réduisent la propension des entreprises à se lancer dans l'investissement en capital (Bigsten et Soderbom, 2006). Ces risques et cette incertitude découlent essentiellement d'une situation politique et d'un cadre général instables, en plus de la précarité au plan macroéconomique, comme en témoignerait une forte inflation fluctuante. Si l'instabilité politique et les conflits civils connaissent une baisse depuis le début des années 90, la récente évolution sociopolitique en Afrique du Nord suscite des préoccupations quant à l'éventualité d'inversion des gains obtenus dans ce domaine au cours des deux dernières décennies.

33. Pour la plupart des industries africaines, l'insuffisance des capacités technologiques nécessaires pour l'innovation et le développement de nouvelles industries constitue également un défi redoutable. Souvent, les technologies utilisées dans le processus de production en Afrique ne sont pas adéquates. Le retard technologique a réduit la compétitivité de nombre d'industries du continent (CNUCED, 2003). En particulier, l'Afrique a donné à l'éducation et au développement technologique un rang de priorité élevé grâce à des politiques telles que le Plan d'action consolidé de l'Afrique pour la science et la technologie, approuvé par l'Union africaine et le NEPAD en 2005. Malheureusement, les services d'information technologique créés par plusieurs gouvernements pour aider les entreprises locales, notamment les PME, à localiser et à acquérir des technologies étrangères n'ont pas bien fonctionné.

34. Certains pays déploient toutefois des efforts remarquables pour appliquer des mesures qui encouragent l'innovation et l'accumulation de la technologie par les entreprises. Des pays qui ont créé

des institutions pour promouvoir la science et la technologie sont le Ghana, la Tanzanie et le Kenya. Les pays ont eu recours à un dosage de politiques différentes pour les éléments suivants : innovation technologique; mesures visant à attirer l'investissement direct étranger; financement de l'accès à la technologie, aux machines et au matériel industriels et diffusion de la recherche et de la technologie industrielles (CEA, 2011).

Questions à examiner:

a) Quel rôle les gouvernements et les autres acteurs non étatiques devraient-ils jouer pour lever les obstacles au développement industriel?

b) Quels enseignements l'Afrique peut-elle tirer de l'expérience antérieure dans le domaine de la politique industrielle pour concevoir, mettre en œuvre et contrôler ses nouvelles stratégies industrielles?

c) Quels enseignements peut-on tirer de l'expérience de l'Asie de l'Est dans le domaine de l'industrie pour appuyer les efforts d'industrialisation de l'Afrique, en particulier compte tenu des principaux défis à relever sur le plan de l'industrialisation au service de l'émergence économique?

d) Comment les pays africains peuvent-ils revitaliser le rôle des institutions de financement du développement pour promouvoir le financement industriel tout en tirant les enseignements nécessaires de leurs échecs antérieurs?

e) Quels stratégies et instruments peuvent servir à renforcer le financement intérieur des projets industriels?

IV. L'industrialisation au service de l'émergence économique de l'Afrique : questions nouvelles de portée mondiale

35. L'émergence économique de l'Afrique nécessite la transformation économique et l'industrialisation – clefs de la réalisation de niveaux soutenus de croissance – comme cela a été le cas dans les nouveaux pays industriels. Aussi l'émergence économique du continent devrait-elle s'accompagner d'une transformation de ses économies africaines pour les faire passer du stade essentiellement agricole au stade industriel. La transformation structurelle en Afrique sera un processus continu qui devrait comporter à la fois une période de rattrapage industriel et une période de mise à niveau industrielle. Cela dit, étant dotée d'abondantes ressources, l'Afrique peut réaliser une transformation structurelle rapide par le biais de l'apport de valeur ajoutée et l'établissement de relations en aval et en amont pour le secteur des produits primaires.

36. Le problème c'est que l'Afrique est aujourd'hui dans un environnement mondial et régional très différent de celui connu par les premiers pays en développement qui ont abordé le développement industriel. Au nombre des facteurs qui ont façonné le nouvel environnement mondial figurent la mondialisation et l'ordre économique international en évolution, l'essor des pays d'Asie (de l'Est) ainsi que les changements climatiques et leurs incidences sur les pays qui se présentent tard pour le processus de développement industriel.

37. La mondialisation. L’Afrique n’a pas tiré parti de l’industrialisation massive qui a commencé au début des années 80 et a été marquée par plusieurs changements dans l’ordre économique mondial. D’abord, la période était celle des programmes d’ajustement structurel en Afrique, cela signifiant que, au moment où les gouvernements libéralisaient leurs secteurs commerciaux et financiers et se défaisaient des stratégies d’industrialisation axées sur la substitution aux importations, les sociétés multinationales arrivaient à étendre leurs marchés au continent. Les programmes d’ajustement structurel ont causé la dépendance croissante à l’égard des importations (essentiellement de biens de consommation), ce qui miné la fragile base industrielle de la plupart des économies africaines (Ogbu *et al.*, 1995). Par ailleurs, les économies d’Asie de l’Est, et dans une moindre mesure de l’Amérique latine, ont pu tirer parti de la mondialisation et pénétrer les chaînes de valeur mondiales, en partie parce que leurs gouvernements avaient toujours recours aux politiques industrielles (notamment l’apport de fonds et la mise en place de solides entreprises commerciales du secteur public) pour saisir les possibilités offertes.

38. La mondialisation a également modifié la structure et les règles du commerce international de deux façons cruciales. En premier lieu, le commerce international et la répartition internationale du travail en vigueur actuellement sont organisés le long des chaînes de valeur et les entreprises multinationales ont un rôle dominant dans la création et le contrôle de ces chaînes de valeur. Tant qu’ils ne seront pas intégrés dans ces chaînes de valeur, les pays africains éprouveront des difficultés à accéder aux vastes marchés extérieurs. Pourtant par ailleurs, le risque existe de voir ces pays encore bloqués au bas des chaînes de valeur mondiales puisque leur base industrielle est faible et que leur pouvoir de négociation devant les sociétés multinationales pourra se révéler insuffisant. Lesdits pays doivent donc s’organiser pour déterminer comment se positionner dans les chaînes de valeur mondiales et promouvoir constamment l’apport de valeur jusqu’au haut de ces chaînes de valeur.

39. En second lieu, la mondialisation est allée de pair avec de nouvelles règles commerciales mondiales qui ont réduit la marge de manœuvre pour la politique industrielle en Afrique. D’ordinaire, ces politiques commerciales sont des outils essentiels de la politique industrielle. Toutefois, les divers accords régionaux et internationaux conclus au cours des deux décennies passées ont changé considérablement les règles du commerce mondial, en influant sur les politiques commerciales intérieures et en ouvrant de nouveaux débouchés au commerce. De fait, l’Afrique doit se remettre de son ouverture au commerce international avant que les industries nationales n’aient pu devenir compétitives. Les entreprises nationales doivent donc d’abord pouvoir rivaliser dans un contexte marqué par la pénétration des marchés locaux par des produits de qualité supérieure et peu coûteux.

40. Hausse des coûts de main-d’œuvre en Asie de l’Est. La montée en puissance de la classe moyenne en Asie et le passage de la plupart des pays asiatiques au stade de pays à revenu intermédiaire ont donné lieu à une hausse des coûts de main-d’œuvre – coûts qui représentaient la caractéristique qui a précisément amené la plupart des sociétés multinationales à investir dans la production dans la région. Cette situation laisse supposer que, à mesure que les coûts de la main-d’œuvre augmenteront, les sociétés multinationales commenceront à explorer d’autres horizons afin de maintenir ou de faire baisser leurs coûts de production. Le dilemme des pays africains est que le coût des produits manufacturés ne fait que baisser, ce qui signifie que rivaliser à partir de faibles coûts de la main-d’œuvre n’est plus une option attrayante.

41. Importance croissante de la coopération Sud-Sud. L'émergence économique du Sud continuera probablement d'être le principal trait du paysage mondial du développement dans les décennies à venir. Les principales économies du Sud sont déjà devenues le pôle mondial de la fabrication de produits de faible technicité et à forte intensité de main-d'œuvre et elles s'acheminent rapidement le long des chaînes de valeur mondiales vers les secteurs à forte intensité de technologie et de capital. Pour avoir accès aux vastes marchés extérieurs et s'intégrer aux chaînes de valeur industrielles mondiales, l'Afrique doit élaborer une stratégie dynamique tendant à amener les partenaires du Sud à renforcer effectivement son propre processus d'industrialisation. Il faut à cet égard une vision à long terme de la position du continent dans les chaînes de valeur mondiales, de l'investissement dans les facteurs fondamentaux que sont le capital humain, l'infrastructure et la technologie afin d'améliorer la compétitivité internationale, ainsi que de la capacité de renforcer le transfert de compétences dans la coopération Sud-Sud et dans un partenariat public-privé étroit en vue de soutenir les entreprises publiques dans la concurrence internationale.

42. Les relations commerciales entre l'Afrique et les pays émergents devraient être mises en perspective : les échanges commerciaux de l'Afrique avec ces pays se caractérisent par des exportations de matières premières et des importations de biens manufacturés. En particulier, la Chine devient un important partenaire commercial du continent. Cependant, les exportations de la Chine à destination de l'Afrique entrent en concurrence avec les biens du secteur manufacturier intérieur africain, avec des conséquences néfastes pour l'emploi de travailleurs peu qualifiés. De plus, le maintien par la Chine d'un taux de change sous-évalué nuit aux efforts déployés par l'Afrique pour promouvoir la diversification économique, notamment par la production manufacturière et l'accès à la chaîne de valeur ajoutée.

43. Changements climatiques, durabilité et croissance verte. L'intérêt porté au climat à l'échelle mondiale offre à l'Afrique à la fois des défis et des opportunités. En pratique, cela signifie qu'il se peut que l'Afrique ait à emprunter une voie de l'industrialisation nécessitant peut-être d'harmoniser le développement industriel avec la préservation de l'environnement, par opposition à l'approche « polluer d'abord, nettoyer ensuite », qui a été appliquée par la plupart des pays industrialisés. Il existe deux principaux problèmes de changement climatique se posant pour les efforts d'industrialisation de l'Afrique. D'abord, en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, les obligations internationales actuelles et futures relatives à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements pourraient constituer des contraintes pesant sur les moyens dont dispose l'Afrique pour s'industrialiser. Ensuite, comme la communauté internationale accélère les plans visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les industries pourront être obligées de se conformer à certaines normes et lois environnementales nationales et internationales, comme par exemple l'obligation de communiquer leurs réductions d'émissions (CNUCED, 2011). Toutefois, les changements climatiques pourraient également offrir des possibilités pour que l'Afrique prenne une voie « verte » du développement industriel, sur la base de technologies peu énergivores, peu génératrices de carbone et non polluantes.

44. Les importantes ressources naturelles de l'Afrique sont extraites et exportées sous forme de produits bruts et non de produits transformés ou finis. C'est là une sérieuse occasion manquée pour un développement économique plus affirmé, diversifié et durable. En outre, certaines des ressources représentent un bien non renouvelable irremplaçable, et leur exploitation donne lieu en général à de

faibles liens avec le reste de l'économie et partant à une plus faible contribution au PIB que cela n'aurait pu être le cas.

Questions à examiner:

a) Quels coûts de main-d'œuvre croissants en Asie de l'Est et quels processus de production à fort intensité de main-d'œuvre sont susceptibles de commencer à se réimplanter hors de la région? Comment les pays africains devraient-ils se préparer à saisir cette possibilité d'impulser leur développement industriel?

b) Comment les pays africains peuvent-ils mettre à contribution la coopération croissante avec leurs partenaires du Sud comme la Chine, le Brésil et d'autres pour promouvoir le développement industriel?

c) Comment l'Afrique peut-elle le mieux faire face aux opportunités et aux défis que présente la mondialisation? En particulier, comment les décideurs devraient-ils concevoir les politiques industrielles au regard des divers engagements commerciaux pris dans la région en matière d'intégration?

d) Comment les pays africains devraient-ils s'attaquer aux problèmes de changement climatique dans leurs efforts d'industrialisation?

V. Planifier et accélérer l'industrialisation de l'Afrique

45. Il ne sera guère facile de mettre en œuvre une transformation structurelle durable en Afrique et il n'existe pas de solution unique pour tous les pays. Chacun des pays africains devra concevoir ses stratégies et politiques compte tenu de ses propres priorités sectorielles et de ses ressources, des défis environnementaux qui se posent à lui, ainsi que de ses conditions de départ et de ses capacités intérieures. Pour ce qui est d'autres secteurs, l'accent devrait être mis sur une utilisation efficace et durable des ressources dans les domaines de l'énergie, de l'industrie et de l'agriculture. Au nombre des pays africains bien engagés dans cette voie figurent l'Afrique du Sud, le Kenya et Maurice (CNUCED, 2012).

46. Le processus de planification et d'industrialisation de l'Afrique doit définir de solides stratégies d'industrialisation, identifier les secteurs prioritaires à privilégier dans le court terme de même que des stratégies pour le moyen et le long terme et déterminer les instruments clefs permettant de faire démarrer et pérenniser le développement industriel. Il se pose dans ce cadre cinq questions clefs pour une industrialisation massive en Afrique : le leadership, la stratégie et les politiques, les investissements, le climat des affaires ainsi que la mise en œuvre et la coordination des politiques.

Leadership pour privilégier et accélérer l'industrialisation de l'Afrique

47. Mettre au point la bonne stratégie et la bonne politique industrielle en vue d'une industrialisation massive.

Réaliser les investissements essentiels afin de libérer le potentiel industriel.

Créer un climat des affaires qui soit propice au développement industriel.

Faire en sorte que les politiques soient mises en œuvre et mieux coordonnées.

48. Les secteurs prioritaires varieront sans conteste d'un pays africain à l'autre. Cependant, la plupart des pays accordent la priorité aux agro-industries tout comme à l'apport de valeur ajoutée dans les industries extractives et à la modernisation de l'agriculture. Comme indiqué dans le *Rapport économique sur l'Afrique 2007*, la plupart des pays africains se trouvent toujours à un stade embryonnaire du développement industriel et devraient s'efforcer de diversifier dans les domaines où les produits se prêtent à l'apport de valeur ajoutée, ainsi que de tirer parti de leurs richesses minières et agricoles. De plus, l'Afrique doit participer davantage à toute une gamme de chaînes de valeur mondiales, en commençant par l'extraction de ressources naturelles et les agro-industries pour s'acheminer plus tard vers d'autres chaînes de valeur mondiales du secteur manufacturiers le but étant de créer de la richesse et des emplois.

49. L'écrasante majorité des pauvres d'Afrique vivent dans les zones rurales et sont potentiellement tributaires de l'agriculture pour ce qui est de leur subsistance. Un secteur agricole modernisé qui soit à forte intensité de main-d'œuvre, crée des emplois et apporte de la valeur aux activités agro-industrielles tireraient bon nombre d'Africains de la pauvreté. Qui dit secteur agricole modernisé dit aussi importantes relations en aval et en amont pour l'économie nationale, relations qui n'existent pas dans la même mesure dans les industries extractives. En effet, une stratégie de développement tirée par les agro-industries comportant une plus grande valeur ajoutée et une croissance plus forte de la productivité dans le système tout entier des chaînes de valeur de l'économie pourra entraîner une croissance économique rapide et largement répartie et créer de la richesse en Afrique de même que réduire la pauvreté au sein des ruraux du continent.

50. Les pays nouvellement industrialisés d'Asie ont utilisé, pour promouvoir l'industrie locale, un large éventail de stratégies (notamment les incitations), telles que l'abaissement des coûts d'accès aux différentes activités industrielles. Ils ont commencé leur processus d'industrialisation dans des conditions semblables à celles des pays africains actuels. C'était le cas en particulier de la Malaisie qui s'est appuyée sur les exportations de produits primaires avant d'entreprendre un développement industriel rapide par le biais d'une série de politiques (Athukorala, 1996). Ces pays ont identifié leurs priorités en matière de développement et appliqué différentes politiques et stratégies pour atteindre leurs objectifs respectifs.

51. La richesse du continent en ressources devrait servir de fondement à une industrialisation accélérée. Il y a lieu d'introduire et de mettre en œuvre des politiques et mesures susceptibles de maximiser les recettes provenant de l'exploitation des ressources naturelles afin de porter l'investissement à un niveau suffisant pour le développement industriel et d'accroître, dans le domaine des ressources naturelles, la transformation locale et l'apport de valeur ajoutée.

52. L'Afrique peut donc tirer parti de sa vaste dotation en ressources naturelles et de l'envolée des cours des produits de base pour développer son infrastructure industrielle. Les conseils précédemment dispensés en matière d'industrialisation en Afrique encourageaient les pays africains à diversifier en dehors du secteur des ressources naturelles dans la poursuite de l'industrialisation. Cette

industrialisation en dehors du secteur des ressources naturelles s'expliquait essentiellement par le fait que les secteurs des produits de base offraient des possibilités limitées de relations en aval et amont, que leurs externalités positives étaient faibles et qu'ils ne correspondraient pas à la dotation de l'Afrique en facteurs de production, à savoir par exemple une abondance de main-d'œuvre non qualifiée et des besoins énormes en capitaux pour une telle industrie. De surcroît, les industries fondées sur l'exploitation des ressources naturelles font face aux mêmes obstacles que toute autre.

53. Cependant, l'évolution dans nombre de pays riches en ressources montre que les secteurs des produits de base favorisent la productivité, la croissance, l'innovation technologique ainsi que les relations en aval et en amont, pourvu qu'il existe de bonnes institutions et que des investissements soient réalisés dans le capital humain et le savoir (Ferranti *et al.*, 2002). Des exemples de pays qui ont développé leur industrie en utilisant leurs ressources naturelles sont la Suède, la Finlande et les États-Unis. De ce fait, les pays africains dotés en ressources naturelles peuvent tirer avantage de la récente flambée des cours sur les marchés des produits de base censée se poursuivre dans le long terme, afin de promouvoir les processus d'industrialisation et d'intensification du savoir en exploitant les relations en aval et en amont disponibles pour les secteurs en question.

54. Il faut absolument comprendre les facteurs clefs qui influent sur l'établissement de relations en aval et en amont pour promouvoir une industrialisation fondée sur l'exploitation des ressources naturelles. Si l'on veut que la politique industrielle réussisse à mettre en place des entreprises nationales fondées sur l'exploitation des ressources naturelles et qui soient compétitives, il faut que les décideurs comme les entreprises participantes élaborent une vision claire desdites relations dans le secteur, lesquelles ont trait aux caractéristiques techniques des chaînes de valeur mondiales du produit, à savoir par exemple : l'intensité des facteurs dans les processus de production, les délais de production et les stades de production; la structure de l'industrie, comme par exemple la concentration du marché et le degré de concurrence (à l'échelle régionale et mondiale); les stratégies des principales entreprises dans les chaînes de valeur mondiales des produits; l'emplacement géographique et les barrières commerciales actuelles, telle l'escalade des prix.

Instruments clefs de l'industrialisation de l'Afrique

55. Une industrialisation réussie nécessite le leadership et l'attachement du gouvernement au développement industriel, attachement qui doit donner le ton au sommet et faire du développement industriel une priorité absolue. Il est essentiel que les gouvernements traduisent la forte volonté politique pour l'industrialisation en mesures et qu'ils assurent le leadership à divers niveaux pour soutenir certains secteurs stratégiques dans le développement global à long terme. En premier lieu, les gouvernements doivent mettre en place les politiques appropriées et utiliser le dosage approprié de ces politiques pour faciliter le développement industriel et, en second lieu, le secteur privé devrait avoir foi dans l'engagement politique de ces gouvernements envers l'industrialisation. S'agissant du choix de la stratégie appropriée, sur la base des réalités internes et externes, les gouvernements devraient également mettre l'accent sur le rôle crucial que l'industrie joue dans le développement national et soutenir totalement et sans aucune contestation l'industrie et le secteur privé par le biais d'actes d'engagement démontrables en faveur du développement du secteur privé et en assurant le leadership efficace avancé requis pour mener à bien ce développement.

56. Le succès de tout programme d'industrialisation exigera la création d'un climat favorable aux entreprises et qui renforcera la capacité et les moyens nationaux, en particulier s'agissant de l'infrastructure physique et sociale, du capital humain, des systèmes financiers, de la technologie et de la gouvernance. De surcroît, les gouvernements devraient mettre en place les cadres réglementaires nécessaires pour faire face aux distorsions du marché et également s'attaquer aux problèmes de coordination au sein de l'appareil gouvernemental de même qu'entre cet appareil et les autres acteurs. Au sein de l'appareil gouvernemental, la coordination entraînera l'élaboration de politiques appropriées aux niveaux industriel, commercial et macroéconomique. Elle obligera aussi les acteurs à s'engager à mettre en œuvre les politiques, sur la base de décisions techniques judicieuses et avec au pire en jeu un intérêt politique ou un intérêt particulier minimal. La mise en place d'un tel environnement propice permettra aux investisseurs privés nationaux et étrangers de concrétiser pleinement leur potentiel.

57. La question de la productivité n'est pas non plus étrangère à la réussite de l'industrialisation de l'Afrique. Celle-ci est la région la moins productive du monde, si l'on considère le produit intérieur brut (PIB) par heure ouvrée. Pour chaque heure ouvrée, l'Afrique génère moins de valeur sur la base de sa force de travail. De ce fait, la croissance des revenus est davantage fonction des investissements et des termes de l'échange que de la productivité. Ce déficit de productivité équivaut à un déficit de prospérité pour une organisation se donnant comme objectif la prospérité d'un continent. Pour renforcer la productivité, il faut produire plus à partir des ressources disponibles, telles que force de travail, richesses naturelles et minérales, capitaux et équipements, capacités de gestion et financements. Une productivité plus élevée permet à un pays de garantir un bien-être plus grand, en ce compris un système de santé et d'enseignement de qualité, de bonnes infrastructures et une plus grande durabilité de l'environnement grâce à la croissance verte et à une productivité industrielle verte. La récession actuelle rend impérative l'amélioration de la productivité industrielle. Dans ce contexte, et pour essayer de développer l'industrialisation au niveau national, il convient de passer d'une croissance alimentée par la demande en ressources naturelles – et porteuse de risque – à une compétitivité à long terme reposant sur le secteur manufacturier.

58. Pour s'attaquer aux divers problèmes auxquels se heurtent les États membres de l'Union africaine, tels que la faible productivité et compétitivité dans une économie mondialisée, ou la pauvreté et le changement climatique, l'Afrique doit viser une industrialisation ancrée dans la quête d'une productivité élevée et renforcée par l'innovation. Pour que l'effort d'industrialisation aboutisse, il est essentiel de veiller à la bonne application du Programme pour la productivité en Afrique adopté par l'Union africaine.

59. Opérant dans un environnement démocratique où les droits des personnes, en particulier les droits des travailleurs, se doter d'un mécanisme pour parvenir à une vision commune du développement industriel est également essentiel. Cela laisse entrevoir l'importance du dialogue social comme moyen de consensus menant à un partenariat durable et productif. Un dialogue social effectif est nécessaire au niveau national, ainsi que d'autres institutions liées au marché du travail, si l'on veut créer en Afrique des conditions propices à un développement industriel exempt de querelles.

60. La communauté internationale peut également contribuer à l'industrialisation de l'Afrique. En particulier, il lui faut honorer ses engagements envers l'Afrique dans les trois domaines cruciaux que sont l'aide publique au développement (APD), la dette et le commerce. À ce jour, l'Afrique a surtout connu un écart considérable entre les engagements pris en sa faveur et leur respect.

AIDA, cadre régional pour l'industrialisation de l'Afrique

61. Pour être couronnés de succès, la politique et le développement industriels doivent être adaptés au contexte local dans le pays et coordonnés au niveau régional.

62. Toutefois, si la responsabilité du développement industriel incombe au premier chef aux gouvernements nationaux, l'intégration régionale a un rôle important à jouer s'agissant de lever les diverses restrictions à l'industrialisation. C'est ainsi que la coopération régionale au développement de l'infrastructure ferait baisser les coûts de transaction, renforcerait le développement des marchés régionaux et rendrait plus compétitives la production manufacturière et les exportations de produits manufacturés. L'intégration régionale peut également contribuer à réduire le fardeau réglementaire pesant sur les entreprises africaines en harmonisant par exemple les politiques et en servant d'organisme extérieur de modération en ce qui concerne les politiques intérieures (CNUCED, 2011). Elle stimulera aussi le commerce intra-africain et accélérera ce faisant l'industrialisation en Afrique. À cet égard, l'AIDA et sa Stratégie de mise en œuvre offrent des possibilités pratiques de développement industriel accéléré aux niveaux régional et continental.

63. Les chefs d'État africains ont pris plusieurs décisions, en particulier dans le cadre de l'AIDA, en vue d'industrialiser le continent. Une série de 16 programmes et de 49 projets à mener au sein des sept modules de la « Stratégie de mise en œuvre » de l'AIDA ont été définis. Les modules sont les suivants : élaboration de politiques industrielles et orientations stratégiques; renforcement des capacités productives et commerciales; développement des infrastructures et de l'énergie pour la transformation industrielle; développement des compétences techniques et industrielles; développement des systèmes d'innovation industrielle, de la recherche-développement et de la technologie; financement et mobilisation des ressources; et développement durable (document de l'Union africaine sur l'AIDA).

Questions à examiner:

a) Comment les pays africains peuvent-ils assurer une mise en œuvre pleine et entière de l'AIDA afin de promouvoir l'apport de valeur ajoutée et la transformation économique et réduire la dépendance à l'égard de la production et de l'exportation des matières premières brutes?

b) Quelles sont les principales questions techniques et de politique générale ayant trait à l'intégration régionale qu'il faudrait traiter afin de soutenir l'industrialisation en Afrique?

c) Qu'est-ce qui fait obstacle à la mise en valeur du capital humain et à sa durabilité, à l'innovation, à la science et à la technologie en tant qu'éléments essentiels d'une transformation industrielle réussie en Afrique?

d) Comment les pays africains peuvent-ils libérer le potentiel des agro-industries pour en faire une locomotive de l'industrialisation en Afrique?

e) Quelles sont les mesures pouvant être prises en vue de l'autonomisation des femmes dans l'industrialisation de l'Afrique?

f) Quel type de mesures les gouvernements peuvent-ils prendre pour démontrer leur totale adhésion au développement industriel?

g) Comment peut-on tirer parti du Programme pour la productivité en Afrique pour appuyer l'industrialisation du continent?

VI. Financement de l'industrialisation de l'Afrique

Mobilisation et allocation des ressources au plan intérieur

64. Le secteur financier tient une place centrale dans le développement du secteur privé, en particulier s'agissant de marchés des capitaux et d'un système bancaire efficaces et performants. Outre l'environnement institutionnel et macroéconomique approprié, le capital est une question essentielle dans la croissance des entreprises et du secteur privé. Toutefois, dans la quasi-totalité des pays africains, les perspectives de croissance à long terme sont retardées par l'absence d'investissements. De ce fait, bien qu'il y ait des possibilités d'investissement, l'accès au financement, en particulier au capital-risque, laisse à désirer. Cet état de choses marque l'urgente nécessité d'encourager les investissements nationaux et étrangers et d'accélérer le développement de marchés des capitaux locaux en Afrique?

65. Dans nombre de pays africains, le secteur financier doit être réformé pour qu'il tienne mieux compte du développement industriel. Il faudrait également développer le système bancaire en réexaminant les cadres juridiques et réglementaires nationaux en matière bancaire, en ouvrant le secteur bancaire à la concurrence, en soutenant le renforcement des capacités dans les banques africaines, en facilitant la formation des banquiers ainsi qu'en promouvant la création de systèmes de financement différents (Union africaine, 2008).

66. Malgré une capitalisation faible, le marché boursier a connu une croissance encourageante en Afrique. Ce secteur peut financer l'industrialisation de l'Afrique et devrait être promu par les mesures suivantes : mise au point et en place d'incitations pour que les entreprises cotent localement en Bourse; mise au point de systèmes efficaces de négociation de titres et de règlement des opérations sur titres; et encouragement des entreprises africaines à se faire coter sur les places boursières internationales afin d'attirer des capitaux étrangers.

67. Diverses institutions de financement du développement ont été créées en Afrique aux niveaux national, régional et continental. Ce sont notamment l'Industrial Development Corporation, la Development Bank of South Africa, la Banque de la ZEP, la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque islamique. Ces institutions devraient être réaménagées afin que les rendre aptes à appuyer le financement de l'industrialisation en Afrique.

68. Par le passé, la plupart des pays africains riches en ressources ont accumulé d'abondantes recettes par suite de l'envolée des cours des produits de base. Ces recettes doivent servir, entre autres choses, à développer le secteur manufacturier et les services qui valorisent pleinement les PME dans le continent. Les ministres de l'économie et des finances ont un rôle crucial à jouer à cet égard, car ce sont eux qui élaborent les politiques et créent de tels fonds.

Fonds continental pour le développement industriel et fonds régional d'investissement

69. Il est nécessaire de consolider le plan de l'Union africaine visant à mettre en place un fonds panafricain chargé de financer le développement de l'industrie et de l'appareil de production ainsi que les projets d'infrastructure. Agissant sous la direction du NEPAD ou de la BAD et œuvrant en étroite collaboration avec des institutions multilatérales de financement du développement telles que l'Agence multilatérale de garantie des investissements et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le fonds dont la création est envisagée accélérerait la mobilisation des fonds sur les marchés des capitaux locaux et intérieurs, la collecte des contributions des gouvernements africains et l'acheminement de l'APD.

70. Les fonds régionaux d'investissement devraient faciliter l'élaboration de projets qui généreront à coup sûr des bénéfices. Même si les projets du secteur privé seront une priorité pour les fonds en question, les projets destinés à développer l'infrastructure qui ont une incidence directe sur la croissance de l'industrie seront également prioritaires

Mécanisme de promotion, de contrôle et de sous-traitance des investissements

71. Comme il ressort du cas des nouveaux pays industriels d'Asie, l'investissement direct étranger a grandement facilité le développement industriel. Des études ont montré que l'investissement direct étranger à destination de l'Afrique s'est accru au cours des dernières années mais de façon marginale par rapport au reste du monde. Autre problème tenant à l'accroissement de l'investissement direct étranger en Afrique : cet investissement est pour l'essentiel destiné à financer l'exploitation des ressources naturelles. Une croissance compétitive par le biais de l'investissement permet la solution de certains des problèmes de développement du continent. Aussi l'Afrique doit-elle œuvrer à améliorer la qualité des flux d'investissement vers les secteurs productifs et à créer également un environnement attrayant pour l'investissement.

72. Le programme de bourses de sous-traitance industrielle et de partenariat, chargé d'aider les entreprises locales à devenir des fournisseurs ou des sous-traitants pour les grandes entreprises, les entreprises publiques et les sociétés transnationales, est lié à l'investissement. De cette manière, on aide les fournisseurs à parvenir à la compétitivité internationale requise pour pénétrer les chaînes d'approvisionnement des entrepreneurs principaux (Union africaine, 2008).

Mobilisation des envois de fonds africains au service de l'industrialisation

73. La diaspora africaine contribue de façon cruciale à la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine. Les envois de fonds sont récemment devenus une très importante source de financement extérieur. Ils constituent le financement si nécessaire pour assurer la sécurité des ménages et atténuer la pauvreté. Ils donnent aux familles les moyens de démarrer des entreprises et d'exécuter des projets autofinancés.

74. Les gouvernements africains et l'Union africaine sont en train d'associer la diaspora, mais il n'y a pas de politiques publiques tendant à mettre à contribution les ressources sous-utilisées concernées sans compter que les relations entre les pays d'origine et la diaspora sont ténues voire inexistantes dans certains cas. Étant donné le besoin de politiques tendant à mobiliser les ressources de la diaspora,

divers pays du continent et la BAD ont été incités à mettre en place des mécanismes visant à faciliter l'investissement par la diaspora. L'idée est de mettre sur pied un mécanisme chargé de mobiliser les ressources de la diaspora, notamment des fonds à investir dans le secteur industriel. Les pays africains doivent mettre à contribution les connaissances, les finances et les capacités en matière de création et de gestion d'entreprises de la diaspora afin d'améliorer l'investissement dans le secteur industriel ou les secteurs d'appui (Union africaine, 2008).

Questions à examiner :

- a) Quelles stratégies pourrait-on adopter pour améliorer la mobilisation des ressources intérieures et faire en sorte que le secteur privé national participe activement au financement de l'industrialisation aux niveaux national, régional et continental?

- b) Quelles mesures pourrait-on prendre pour accélérer la création d'institutions financières régionales, telles que la Banque africaine d'investissement, susceptibles d'apporter un financement pour le développement industriel?

Références

- Adams S. (2009). Can Foreign Direct Investment (FDI) help promote growth in Africa? *African Journal of Business Management*, 178-183.
- Alfaro L. (2003). *Foreign Direct Investment and Growth: Does the sector matter*. Boston: Harvard Business school.
- Athukorala P., J. Menon (1996). Foreign Investment and Industrialization in Malaysia: Exports, Employment and Spillovers. *Asian Economic Journal*, 29-44.
- Barrios S., H. Gorg et E. Strobl (2004). *Foreign Direct Investment, Competition and Industrial Development in the host country*. Berlin: German Institute for Economic Research.
- Cheryl L. et X. Zhang (2009). *Cluster Based Industrialization in China: Financing and Performance*. IFPRI.
- CNUCED (2012). *Statistics: UNCTAD.org*. Consulté le 18 janvier 2013, à l'adresse: <https://unctadstat.unctad.org/TableViewer/tableview.aspx?Reportid=88>
- Commission économique pour l'Afrique. (2011). *Industrial Policies for the Structural Transformation of African Economies: Options and Best practice*. Addis-Abeba: CEA.
- De Ferranti *et al.* (2002). From Natural Resources to the Knowledge Economy: Trade and Job Quality. World Bank Latin American and Caribbean Studies. Washington DC.
- Dinh D. (2003). *Industrialization: key to development in East Asia and East Africa*. Economic and Social Research Foundation.
- Lall S. (2003). Government, Globalization and International Business. In J. Dunning. Oxford: Oxford University Press.
- Lin J. Y. et Celestin Monga (2010). Growth Identification and Facilitation: The Role of the State in the Dynamics of Structural Change. World Bank Policy Research Working Paper (mai 2010).
- McKinsey Global Institute (2010). *Lions on the move: The progress and potential of African economies*. McKinsey & Co. Disponible à l'adresse: http://www.mckinsey.com/insights/MGI/Research/Productivity_Competitiveness_and_Growth/Lions_on_the_move.
- Mamoru N. (2005). Investment and Export Led Industrialization: Financial Constraints and Export Promotion of East Asian Firms. " *Journal of Economic Development*, 81-93.
- Mumo N. (2010). African Industrialization Debate: A Critical Analysis. *Journal of Language, Technology and Entrepreneurship in Africa* 2, 146-165.

Narula R. et C. Bellak (2009). EU enlargement and consequences for FDI assisted industrial development. *Transnational Corporations*, 69-90.

Nations Unies (2003). *Africa's Technology Gap*. CNUCED.

(2011). UNCTADstat Database. Disponible à l'adresse <http://unctadstat.unctad.org/>

Nnadozie E. (2013). "African Economic Development", in *Encyclopedia of Race and Racism*, 2^e édition, Macmillan Reference USA.

Okuku J. A. (2008). *Why Industrial Transformation failed in Uganda and Africa*. Kampala: Makerere University.

Perspectives économiques en Afrique (28 mai 2012). *Perspectives économiques en Afrique*, consulté le 17 janvier 2013, à l'adresse http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/outlook/financial_flows/investissements-directs-etranagers/

Union africaine (2007). Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique. *Conférence des ministres de l'industrie*. Midrand (Afrique du Sud): Union africaine.

Union africain (2008). Stratégie de mise en oeuvre du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique. Addis-Abeba: Union africaine.